

Flash ISP

Mai 2009

L'ISP et la FSESP soutiennent le syndicat américain de l'énergie en conflit avec COVANTA

(20 mai 2009) Aux Etats-Unis, la compagnie d'incinération des déchets Covanta Energy cherche à racheter le secteur déchets de la société néerlandaise Essent. Essent veut vendre cette activité, Essent Milieu, dans le cadre de son partenariat avec la compagnie allemande de l'énergie RWE.

Covanta compte déjà à son actif de nombreuses violations en matière d'environnement, de santé, de sécurité et de relations sociales aux Etats-Unis.

Le syndicat américain des travailleurs/euses des services de distribution (UWUA), affilié à l'ISP, a publié une lettre ouverte à l'attention des parlementaires provinciaux néerlandais pour leur demander de s'opposer vivement à la vente de cette société. L'ISP et la FSESP ont fait part de leur soutien en faveur de cette action.

L'UWUA a publié une longue liste des violations perpétrées par Covanta à l'encontre des normes environnementales, dont les détails figurent dans le fichier joint. Covanta n'a pas non plus respecté certains droits syndicaux, en bloquant des conventions collectives et en traitant les travailleurs/euses syndiqués de manière discriminatoire.

Pour en savoir plus, cliquez ici <<http://www.world-psi.org/TemplateEn.cfm?Section=Home&Template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentID=22833>> .

Groupe de travail sur les services de santé 2009

Le Groupe de travail sur les services de santé s'est réuni les 28-29 mai à Genève. Les délégué-e-s, représentant chacune des 24 sous-régions de l'ISP, se sont associés à quelques autres dirigeant-e-s syndicaux pour examiner les questions auxquelles les membres syndicaux doivent actuellement faire face en matière de santé. Les répercussions de la Grippe A ont fait l'objet de nombreuses discussions ; Isis Pluut et Susie Larson, de l'Organisation mondiale de la santé, ont présenté un exposé sur les effets probables de la pandémie. Donato Kiniger-Passigli, de l'OIT, a ensuite expliqué comment protéger les travailleurs/euses de la santé du virus, et comment préserver leurs droits en tant qu'employé-e-s. Rowena Blackman Stroud, de l'AFT, a décrit des outils utilisés par les syndicalistes des Etats-Unis pour promouvoir les politiques de protection des personnels de santé.

Le deuxième thème de la réunion a porté sur les questions liées à la santé pendant la crise économique. Ógmundur Jónasson, membre du Conseil exécutif de l'ISP et ministre de la santé en Islande, a présenté le document « Soins de santé de qualité en période de crise économique ». Anna Marriot, de l'organisation Oxfam, a quant à elle parlé de la publication d'Oxfam « Optimisme aveugle : une remise en question des mythes concernant les soins de santé privés ». Les participants ont décidé de travailler ensemble pour réfléchir à des initiatives spécifiques visant à changer les politiques actuelles, préjudiciables aux systèmes publics de santé.

Le deuxième jour, les participant-e-s ont étudié le plan stratégique de l'ISP pour le secteur de la santé. Ils ont fait part des avancées régionales réalisées dans la mise en œuvre de ce plan stratégique, et indiqué comment améliorer la communication et la collaboration. D'autres discussions ont porté sur la violence au travail, sur les méthodes d'injection plus sûres et sur la migration des travailleurs/euses. Les documents et les exposés présentés à cette réunion sont désormais disponibles sur le blog de l'ISP dédié à la santé : <http://healthblog.world-psi.org> <<http://healthblog.world-psi.org/>>

L'ISP rencontre des affiliés espagnols et portugais

Le 13 mai dernier, le Secrétaire général de l'ISP, Peter Waldorff, a rencontré des affiliés espagnols et portugais à Madrid pour discuter des nouveaux modes de protection des travailleurs/euses des services publics au niveau mondial. Peter

Waldorff a également demandé comment la crise mondiale actuelle agissait sur l'industrie, les syndicats et les activités des affiliés de IISP en Espagne et au Portugal.

Ils ont discuté du renforcement de la coopération entre l'ISP et ses affiliés espagnols et portugais, notamment au niveau des projets réalisés en Amérique latine et en Afrique du Nord, et de la participation des deux pays aux réunions concernant les litiges internationaux, tels que le conflit israélo-palestinien. Les syndicats FSP-UGT et FSC CC OO ont été invités à participer à la prochaine mission prévue par l'ISP à ce sujet, lors de la réunion annuelle du Groupe méditerranéen à Tel-Aviv.

C'était la première visite de Peter Waldorff en Espagne depuis son élection au poste de Secrétaire général de l'ISP en 2007. Julio Lacuerda, Secrétaire général de FSP-UGT, a fait part de la nécessité de renforcer et d'unifier les activités des syndicats au plan mondial, tout en restant actif au niveau de l'Union européenne.

Pour accéder à d'autres informations et aux liens utiles, lisez le rapport sur le blog de l'ISP dédié à la crise financière <<http://financialcrisisblog.world-psi.org/2009/05/psi-meets-with-spanish-and-portuguese-affiliates.html>> .

Les fonctionnaires de Sainte-Lucie réclament l'augmentation de salaire qui leur avait été promise

(27 mai 2009) A Sainte-Lucie, des centaines de fonctionnaires ont décidé de cesser le travail pendant au moins deux jours pour protester contre la décision du gouvernement de ne pas verser toute l'augmentation de salaire de 7,5% qui leur avait été promise.

« We shall overcome » (« Nous vaincrons ») était le slogan affiché sur les banderoles et scandé par les fonctionnaires descendus dans les rues pour faire entendre leur revendication.

La Fédération syndicale (TUF) de Sainte-Lucie a rejeté l'augmentation de 3,5% des salaires proposée par le gouvernement. Cette année, les fonctionnaires attendaient une hausse de 7,5%, comme convenu lors de la dernière série de négociations. Le gouvernement estime que la crise financière est à l'origine de son incapacité à tenir sa promesse.

Lors d'une réunion avec une équipe technique du gouvernement, le président de la TUF, Julian Monroe, a déclaré qu'il ne retiendrait aucune offre inférieure à 4,5%. Les fonctionnaires disent que la grève durera jusqu'à ce que le gouvernement consente à augmenter les salaires de 7,5%.

Euromanifestations : les travailleurs/euses du secteur public manifestent contre la crise

Le 14 mai, des milliers de représentant-e-s syndicaux espagnols, portugais, français, italiens et andorrans ont participé à la première des quatre « euromanifestations » organisées par la Confédération européenne des syndicats (CES) à Madrid, Bruxelles (15 mai), Berlin et Prague (16 mai). Sous le slogan « Combattre la crise : l'emploi d'abord », les quatre manifestations ont rassemblé un total de 350.000 travailleurs/euses.

Peter Waldorff, le Secrétaire général de l'ISP, était présent à la manifestation de Madrid. Julio Lacuerda, le Secrétaire général de l'affilié de l'ISP FSP-UGT, a souligné que les services publics étaient plus que jamais nécessaires pour faire face à la crise actuelle. Selon Candido Mendez, le Secrétaire général d'UGT, cette première euromanifestation de la campagne est une « manifestation de la force démocratique » des travailleurs/euses. Il avait fait part de son inquiétude vis-à-vis du manque de réaction de l'Union européenne face à la crise et insisté sur la nécessité de retrouver les valeurs les plus nobles de l'Europe, telles que les droits sociaux, les droits du travail, et l'engagement en faveur de la reprise économique.

Pour accéder à davantage d'informations et aux liens utiles, lisez le rapport sur le blog de l'ISP dédié à la crise financière <<http://financialcrisisblog.world-psi.org/2009/05/euromonstrations-public-sector-workers-demonstrate-in-madrid-to-fight-the-crisis.html>> .

Nouvelle super-agence des Nations Unies pour les femmes

La prochaine Assemblée générale des Nations Unies, qui se tiendra en septembre 2009, proposera de voter en faveur d'une nouvelle « super-agence pour les femmes ». Plus de 300 ONG, sous l'acronyme GEAR (Gender Equality Architecture Reform : Réforme de l'architecture du genre) ont insisté auprès des gouvernements et du Secrétaire général des Nations Unies pour que soit créée cette nouvelle super-agence.

La toute première mission de GEAR est de veiller à ce que les femmes soient entendues à tous les niveaux du processus de réforme des Nations Unies, afin que les questions et les préoccupations des femmes reçoivent l'importance qu'elles méritent à l'échelle mondiale. L'ISP, l'IE et la CSI soutiennent cette campagne pour garantir que la voix des travailleuses ne sera pas ignorée.

Les Nations Unies établissent des normes mondiales en faveur des droits humains, mais il n'existe pas d'agence unique bénéficiant de ressources nécessaires pour améliorer la vie des femmes dans tous les domaines, notamment au travail. Jusqu'à présent, les préoccupations des femmes étaient réparties sur quatre entités mal coordonnées des Nations Unies : Unifem, DAW, Osagi et Instraw. Il est prévu que la nouvelle agence dispose du personnel, des ressources et de l'autorité appropriés pour améliorer véritablement la situation.

Pour de plus amples informations, allez sur <http://gear.collectivex.com/>, un site Internet interactif permettant de discuter et de s'informer sur la campagne.

Caraïbes : des syndicalistes en mission de solidarité

Un groupe d'affiliés de l'ISP des Caraïbes a réalisé une mission de solidarité à Haïti du 30 avril au 5 mai 2009. La visite a été coordonnée par le Professeur Camille Chalmers, Directrice exécutive de la Plateforme pour la défense d'un développement alternatif (PAPDA). Cette visite de solidarité a été approuvée par le Comité exécutif régional interaméricain et organisée par le bureau sous-régional pour les Caraïbes.

Andrew Garnett, Président du syndicat des responsables des autorités locales du Guyana (Local Government Officers' Union), a expliqué que cette visite a permis aux délégué-e-s de l'ISP de connaître la situation des syndicats haïtiens et d'établir des liens de solidarité avec divers secteurs de la société civile haïtienne.

Thomas Letang, Secrétaire général du syndicat de la fonction publique de Dominique, s'est dit impressionné par l'esprit d'initiative et d'entreprise des Haïtiens. Tout en reconnaissant leur bonne organisation dans le secteur informel, Thomas Letang a souligné l'importante contribution des femmes à l'économie. Cliquez ici <http://www.worldpsi.org/TemplateEn.cfm?Section=Inter_Americas1&CONTENTID=22870&TEMPLATE=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm> pour en savoir plus.

Création de CONTUA

Du 2 au 5 juin 2009, les affiliés de l'ISP et des organisations alliées se sont réunis à Panama City à l'occasion de la création de la nouvelle Confédération des travailleurs/euses des Universités d'Amérique (CONTUA). CONTUA, qui comprend au moins 16 pays, aura principalement pour objectif de protéger l'université publique et de promouvoir des conditions de travail décentes pour le personnel administratif, afin d'assurer une éducation supérieure de qualité.

« CONTUA a été créée grâce à la participation de nombreux pays, essentiellement en Amérique latine mais, à l'avenir, nous avons vocation à organiser les employé-e-s des universités du monde entier », déclare Marcelo Di Stefano, un des responsables de la création de CONTUA.

Pour en savoir plus, contactez psiamericas@verizon.net.

Ukraine : les employé-e-s du gaz protestent contre la dangerosité des conditions de travail

En août 2008 <<http://www.worldpsi.org/TemplateFr.cfm?Section=Nouveautés&CONTENTID=21161&TEMPLATE=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm>>, 8000 employé-e-s membres du syndicat ukrainien des travailleurs/euses du gaz ont organisé de multiples actions de protestation suite à de nombreux accidents survenus dans l'industrie du gaz.

Le gouvernement a promis aux travailleurs/euses du gaz que les demandes du syndicat seraient entièrement satisfaites avant fin 2008. Mais ces promesses n'ont pas été tenues pour autant et la situation des infrastructures d'approvisionnement en gaz a, en fait, empiré.

Un manque de financement constant, des services de production en sous-effectifs et une réduction des systèmes de maintenance ont affaibli les performances et provoqué une hausse des accidents et des décès. En 2008, 90 travailleurs/euses ont perdu la vie dans le secteur du gaz, et 51 autres personnes sont décédées depuis début 2009.

Du fait de cette situation inacceptable, le syndicat des travailleurs/euses du gaz a mené une action de protestation le 14 mai. Cliquez ici <http://www.worldpsi.org/TemplateEn.cfm?Section=Whats_New&CONTENTID=22826&TEMPLATE=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm> pour de plus amples informations.

Evaluation du rapport de la Commission Stiglitz

La CSI a publié l'évaluation du rapport final de la Commission d'experts (cliquez ici <<http://www.worldpsi.org/TemplateRedirect.cfm?Template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentFileID=25779>>) sur les réformes à apporter au système monétaire et financier international (la « Commission Stiglitz ») établie par le président de l'Assemblé générale des Nations Unies au début de l'année "en vue d'identifier les principes généraux devant être à la base des réformes institutionnelles nécessaires afin de garantir une croissance économique mondiale stable et durable".

Le rapport de la Commission Stiglitz inclut de nombreuses recommandations qui rejoignent bon nombre des revendications de longue date du mouvement syndical, et nous souhaitons inviter les affiliées à débattre du contenu de ce rapport avec leur gouvernement. L'intégralité du rapport se trouve sur: http://www.un.org/french/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/63/838

Le rapport de la Commission Stiglitz sera utilisé par la Conférence des Nations Unies sur la crise économique et financière et son incidence sur le développement, qui se tiendra à New York du 24 au 26 juin. Une déclaration syndicale à l'occasion de cette Conférence est en cours de préparation.

Etats-Unis : la solution des syndicats pour reconstruire l'économie

Le Vice-président des Etats-Unis, Joe Biden, a déclaré que le Président Obama et lui-même ne considéraient leurs efforts en faveur de la reprise économique comme réussis que lorsqu'ils auraient créé de « bons emplois durables », et que la clé de cette réussite résidait dans la reconstruction du mouvement syndical américain.

Biden a rappelé que l'administration américaine soutenait la « Loi de libre choix des employés »(Employee Free Choice Act) dans le discours qu'il a prononcé lors d'une conférence législative de l'affilié de l'ISP AFSCME (Fédération américaine des employé-e-s des Etats, des comtés et des municipalités). Il affirme que la meilleure manière de reconstruire la classe des travailleurs/euses et la classe moyenne est d'aider les syndicats à se renforcer et qu'il « est temps de tout remettre à plat », en faisant passer une loi grâce à laquelle les travailleurs/euses pourraient se syndiquer plus facilement.

La Loi de libre choix des employé-e-s permettrait aux travailleurs/euses de former un syndicat dès lors qu'une majorité de personnes, sur un lieu de travail, signeraient une carte indiquant leur souhait d'être représentées par le syndicat.

Cliquez ici pour en savoir plus sur la campagne des Syndicats mondiaux en faveur de la Loi de libre choix des employé-e-s.

Pour lire l'intégralité de cet article (en anglais), cliquez ici : <http://www.pww.org/article/articleview/15614/>

Visionnez le discours du Vice-président Biden à la conférence législative de l'AFSCME le 12 mai dernier à l'adresse: <http://www.youtube.com/watch?v=02ZMhDwNX04>

Allez sur la page Internet de l'AFSCME : www.afscme.org <<http://www.afscme.org/>>

Gel des salaires en Jamaïque : le gouvernement s'excuse auprès des employé-e-s du secteur public

Début mai, les syndicats jamaïcains du secteur public ont dénoncé une approche qu'ils estimaient unilatérale de la part du gouvernement, qui venait de décider de geler les salaires. Cependant, au bout de deux semaines, le gouvernement s'est excusé auprès des employé-e-s du secteur public pour avoir annoncé un gel des salaires avant d'en avoir discuté avec les syndicats.

Le ministre des Finances, Audley Shaw, a présenté ses excuses lors d'une réunion du comité de contrôle du protocole d'accord du secteur public. Le gouvernement a également accepté de participer à d'autres discussions avec les syndicats sur la question du gel des salaires et d'autres sujets.

Le ministre déclare que le dialogue abordera la question des contraintes fiscales, des intérêts des travailleurs du secteur public, du développement du pays à court ou très court terme et à long terme.

Voir http://go-jamaica.com/news/read_article.php?id=8962

Convention des travailleurs/euses migrants : Guide sur la ratification

Le Comité directeur international de la campagne de ratification en faveur de la Convention sur les droits des migrant-e-s a rédigé un Guide sur la ratification de la Convention internationale pour la protection des droits des travailleurs migrants et leur famille. Dans le but de mieux protéger la dignité et les droits humains des migrant-e-s, cette nouvelle publication encourage les gouvernements de tous les pays du monde à ratifier et mettre en œuvre la Convention au niveau national.

Le Guide présente un résumé de la Convention et explique le processus de ratification. Avant tout destiné aux responsables politiques, parlementaires et défenseurs des droits des migrants, il rappelle les points positifs et négatifs de la ratification et réfute diverses conceptions erronées au sujet de la Convention. Vous pouvez télécharger le guide sur le site Internet : <http://www.migrantsrights.org/documents/SCRatificationGuide4-2009Final.pdf>

Si vous ne souhaitez plus recevoir Flash ISP par courrier électronique, veuillez répondre à ce courrier en écrivant "unsubscribe" dans votre message. Vous pouvez aussi le distribuer autour de vous, et nous envoyer vos commentaires: communications@world-psi.org.

Voir la sélection complète des bulletins de l'ISP et vous inscrire sur <http://www.world-psi.org/subscribe>

International des Services Publics

www.world-psi.org <<http://www.world-psi.org/>> communications@world-psi.org <<mailto:communications@world-psi.org>>